

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION DUN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MERCREDI 2 NOV. 1966 - N° 68

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

II y a 10 ans... HONGRIE SUEZ

(Voir page 4)

La conférence de presse du Général et la grève du métro

Paradoxe: ÇA MARCHE BIEN MAIS ÇA ROULE MAL!

Vendredi 28 octobre aura été la journée du paradoxe. D'un côté, le président de la République, dans une conférence de presse, chantait les louanges du régime actuel, tant sur le plan de la politique extérieure, que sur celui de la politique dite sociale.

APRÈS

LA FUSÉE

CHINOISE

Pendant ce temps, les Parisiens à pied ou bloqués dans les embouteillages, vérifiaient à leurs dépens les effets de cette politique. C'est que le métro ne marchait pas à cause d'une grève dont le deuxième épisode depuis le retour des vacances risque fort de ne pas

fait et angoissé. » Ce ti-

tre, étalé sur huit colon-

nes à la une par « France-

Soir » le 28 octobre, est

bien représentatif du ton

employé par la grande

presse et la radio pour

rapporter et commenter la

dernière expérience ato-

mique chinoise.

USEE nucléaire

chinoise: le

monde stupé-

suite page 5

apporter de solution plus tangible. De Gaulle a raison, ça mar-

De Gaulle a raison, ça marche! L'ennui c'est que ça ne roule pas.

Les travailleurs du métro ont des sujets de mécontentement qu'ils ont déjà exprimés lors d'un premier mouvement le 6 octobre avec les autres travailleurs de la R.A.T.P. Cette fois les autobus roulaient ou du moins essayaient de le faire dans un embouteillage monstre. Les travailleurs de ce secteur, mobilisés eux aussi le 6 octobre, auraient-ils entre temps obtenu satisfaction?

Non! Alors pourquoi les syndicats les ont-ils laissés à l'écart cette fois-ci? Pourquoi laissentils à l'écart également les autres secteurs tant publics que privés? N'ont-ils pas eux aussi des sujets de mécontentement qu'ils pourraient exprimer tous ensemble?

Les syndicats prétendent que les travailleurs ne sont pas disposés à la lutte, qu'ils sont apathiques. Pourtant, chaque fois qu'ils les appellent à l'action, ils constatent un succès. Et la dernière grève du métro l'a amplement prouvé une fois de plus. Il est bien évident que les ouvriers de chez Citroën ou les employés du Crédit Lyonnais ne peuvent suivre les employés du métro dans un mouvement catégoriel pour de meilleures conditions de travail propres à cette corporation. Mais ils ont comme eux des sujets de mécontentement qui sont très proches et qui, en gros, se résument à :

- un meilleur salaire,

- un temps de travail plus court,

 moins de contraintes ou de brimades dans l'exécution du travail.

tion du travail.
Le gouvernement, lui, se décerne un satisfecit : « Il construit des logements, des écoles, il a donné des droits aux ouvriers en instituant en 1945 et en réformant en 1966 les comités d'entreprise. »

Et voilà que de nouveau on reparle d'intéresser les travailleurs aux bénéfices des entreprises. Mais en toute chose, il faut aller doucement... très

suite page 3

La préparation

des prochaines

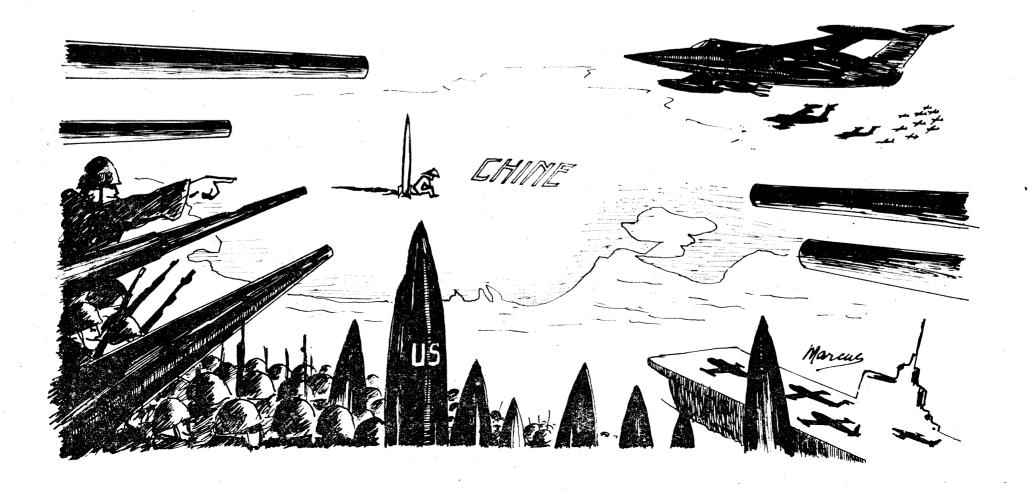
élections

législatives :

A LA RECHERCHE D'UNE MAJORITÉ

(voir page 2)

LA CHINE MENACE LE MONDE...



La préparation des prochaines élections législatives

A la recherche d'une majorité

OUR faire l'« unité », il faut être au moins deux. Et la dame à qui le P.C. fait sa cour est plus une vieille cocotte qu'une jeune pucelle. La Fédération de la Gauche socialiste, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, veut bien se laisser courtiser un brin, mais répugne à s'engager sérieusement et à nouer alliance plus étroite. Sans doute, Mitterrand a-t-il, il y a quelques semaines, parlé du P.C. comme « l'allié privilégié » (?), ce qui signifie d'ailleurs qu'il y en a d'autres qui le sont moins, mais avec lesquels il entend aussi flirter. Aujourd'hui, il ne parle plus d'allié privilégié. Exactement depuis le 2 octobre au soir lorsque furent connus les résultats de l'élection législative de Brive.

De quoi s'agit-il ? Question arithmétique parlementaire, Mitterrand, Mollet et consorts en connaissent un bon bout. En seraient-ils là si cela n'était pas ? Depuis des mois, ils ont beau faire et refaire leurs comptes : les voix PCF + voix SFIO + Radicaux + divers « gauches », cela ne fait pas une majorité. Aux dernières législatives, elles atteignaient à peine 40-42 pour cent des suffrages. Aux présidentielles, elles ont, au premier tour donné 35 pour cent au «candidat unique de la gauche ». Certes, le caractère très particulier de l'élection présidentielle, la présence directe dans l'arène de De Gaulle ont un peu faussé les résultats. La gauche peut espérer retrouver aux législatives les voix obtenues en 1962. Rien n'est moins sûr d'ailleurs, les récentes initiatives de De Gaulle sur le plan international (départ des troupes américaines, voyage à Moscou, etc...) ont été bien accueilies par la population, et l'UNR peut espérer en tirer profit, sans compter les avantages que procure la situation de parti de gouvernement pour l'obtention de crédit pour telle ou telle région. Mais même s'il s'avérait que la gauche n'ait pas laissé de plumes au cours de ces quatre années de monopole gaulliste, elle sera encore loin de la majorité.

Créer par l'union de la gauche,

un enthousiasme populaire qui porte au Palais-Bourbon une majorité de gauche ? C'est 1) très aléatoire 2) dangereux si cela se faisait: l'histoire a montré^eque les travailleurs ne se contentent pas d'un « succès » électoral et qu'ils veulent dans de tels cas passer à l'action dans les usines. La bourgeoisie n'a pas oublié 36 et la frousse qui s'est emparée d'elle. 3) L'unité réalisée en 36 s'est faite dans des conditions très particulières : danger fasciste, mobilisation ouvrière, poussée à la base pour l'unité ouvrière, « feu vert » de Moscou, chute électorale du parti radical qui le poussa à aller où le vent tournait etc... La situation est bien différente aujourd'hui. 4) En 36 c'est un glissement de moins de 3 % de voix de la droite vers la gauche qui assura à celle-ci la victoire parlementaire. En 32, la gauche avait déjà obtenu PLUS DE VOIX que la droite, et c'est LE PARTI RADICAL qui avait gouverné entre-temps. Il faudrait aujourd'hui un tout autre raz de marée pour que la « gauche » triomphe aux élections.

La « gauche » ne se fait pas d'illusions ! Et le P.C. non plus. Il sait très bien aussi que l'union de la gauche sur un programme commun avec une tactique systématique de désistement au 2° tour en faveur du candidat de gauche le mieux placé, ne se fera pas. S'il fait appel, dans cette campagne au crétinisme électoral, c'est de sa part une politique très consciente, et très confortable. Il pourra toujours rejeter sur la seule Fédération de la Gauche socialiste la responsabilité de l'échec électoral. Il restera dans l'opposition sans s'être compromis. De Gaulle restera au pouvoir et s'il représente les monopoles, il n'en mène pas moins une politique extérieure dont le PCF se plait à souligner les « aspects positifs ».

Pour Mitterrand, Mollet et Félix Gaillard, l'issue, si issue il peut y avoir est « au centre ». C'est pourquoi, il faut se garder de passer un contrat exclusif avec le PCF. Pour bien des radicaux, même, et et pour Deferre aussi si contrat il fallait signer c'est avec Lecanuet ! Lecanuet + Radicaux + S.F.I.O. + soutien final du PCF (entre le « pouvoir personnel » de De Gaulle et Lecanuet, Mollet-Mitterrand, choisissez ; voilà ce qu'ils auraient dit au PC) cela pourrait peut-être faire une majorité. Et si Mitterrand, Mollet et Cie, hésitent à s'engager si loin, ce n'est pas par hostilité à Lecanuet (n'est-il pas européen, comme eux ? atlantiste, comme eux ? « démocrate » comme eux ?) Ils soulignent même son « courage ». Mais ils ont peur que leurs électeurs ne les suivent pas. Ils craignent aussi que le PC ne puisse les suivre sur une telle voie (car il faut les voix du PCF !) sans se déconsidérer totalement auprès de ses électeurs.

Force leur est de ménager la

chèvre et le chou. Et Mitterrand, tout en dialoguant avec le P.C.F., se refuse à exclure des hommes qui, bien que n'étant pas « à gauche » n'en sont pas moins des « républicains de progrès ! » Qui sont les « républicains de progrès ? Et bien ce sont les Lecanuettistes. Mais attention ! Il y a deux sortes de Lacanuettistes : ceux qui sont républicains de droite (Lecanuet luimême) et ceux qui sont « de progrès ». Comment les distinguer ? Sont « de progrès » ceux qui, au deuxième tour des présidentielles, ont, dans leur région appelé à voter Mitterrand !!! Travailleurs, si vous ne comprenez rien dans cete subtile ratatouille niçoise, faites quand même confiance au chef-cuisinier François Mitterrand et à Mollet son mirliton! Lecanuet est, pour le P.C.F., « un fieffé réactionnaire » (c'est vrai). Les républicains de « progrès » chers à Mitterrand sont (nuance), des réactionnaires fieffés. Et la bande à Mitterrand de fieffés arrivis-

« Le mode de scrutin nous oblige à adopter une tactique électorale souple » écrivait récemment Claude Fuzier, dirigeant de la S.F.I.O., qui a l'échine aussi souple que sa tactique électorale. S'allier, selon les circonscriptions, tantôt avec le PCF, tantôt avec des « républicains de progrès » pour envoyer au Parlement le maximum de ces vieux briscards de « la gauche » qui ont tant de fois berné les travailleurs, voilà ce que sera la tactique électorale de la Fédération de la gauche (?) socialiste (?)

Ce ne sont pas les résultats de l'élection de Brive qui vont les pousser dans les bras du PCF. Dans cette ville, fief traditionnel de la « gauche », se présentait un candidat Radical « Front Populaire » puisque soutenu, face au gaulliste, par la Fé-

QUAND LES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL BRIGUENT UN SIÈGE DE DÉPUTÉ

Comme dans l'ensemble des milieux politiques et syndicaux, les syndicats chez Berliet sont actuellement très préoccupés par la préparation des élections législatives. Pour la C.F.D.T. elle se sent particulièrement concernée car deux de ses militants les plus en vue sont candidats, l'un sur les listes du Centre des Démoerates, l'autre sur celles du P.S.U. Mais la C.F.D.T. a tenu à préciser pour l'ensemble du personnel qu'elle est « indépendante des partis », que le choix politique de ses membres n'engage qu'euxmêmes et que l'organisation se réserve la liberté de critiquer n'importe quelle majo rité. Dans le même esprit, elle précise dans un tract du 30.9.

« Conformément à l'habitude et aux règles admises dans la C.F.D.T., nous refusons le cumul des mandats politique et syndical », en conséquence de quoi les deux militants ont démissionné de leur poste respectif de secrétaire des mensuels et de secrétaire du syndicat Berliet.

Cela est l'affaire du syndicat en question mais la C.F.D.T. va plus loin. Le candidat du Centre des Démocrates est également délégué du personnel et « à la demande de la section syndicale de Vénissieux, il vient de donner sa démission de délégué du personnel ».

Un délégué du personnel digne de ce nom n'aurait de comptes à rendre ni de démission à offrir qu'au personnel qui l'a élu. Cela permet de préjuger de l'attitude qu'ils auront une fois élus, s'ils le sont, à la Chambre des députés vis-àvis de leurs électeurs.

dération et le P.C. Un an auparavant, la gauche l'avait emporté de 3.000 voix. Le 2 octobre dernier le candidat UNR était élu avec 1.000 voix d'avance. C'est clonc 4.000 suffrages qui ont déserté la « gauche » pour passer à l'UNR.

Chacun, y compris Duclos, l'avait dit : l'élection de Brive constituait un test de valeur nationale. « Nous vous l'avions bien dit » ont clamé les F. Gaillard, Maurice Faure et autres Deferre, « l'alliance de type Front Populaire avec le PCF repousse les électeurs « de gauche ». L'UNR va nous prendre tout notre Sud-Ouest », par le Sud-Ouest est un fief radical.

Un examen plus approfondi du scrutin montre que ce ne sont pas les électeurs radicaux qui ont lâché, mais plutôt ceux des quartiers ouvriers qui votaient PC jusque là ! Peut-on en tirer des généralisations à l'échelle nationale ? Ce serait sans doute aller vite. Dans ce genre d'élection, bien des facteurs et des intérêts locaux interviennent. Ce qui est sûr, par contre, c'est que la Fédération de la Gauche Socialiste, s'est faite plus distante à l'égard du PC. Probablement aussi, elle ne se fait guère d'illusions sur ses chances de succès, même en s'alliant aux « républicains de progrès ». Son souci sera d'envoyer au Parlement le plus de députés possible, et de jouer son rôle de minorité, en espérant que plus tard, pourquoi pas aux élections suivantes, le vent tournera !

Qu'a à voir la classe ouvrière dans tout cela ? On lui demandera de voter bien sagement. Et tout continuera comme par le passé. Le sphinx de l'Elysée viendra de temps en temps parler sur le petit écran pour dire que tout va bien, il viendra sans doute serrer quelques mains soigneusement triées en province, Debré bloquera les salaires et augmentera les impôts, la Fédération de la Gauche déposera de temps en temps une motion de censure qui ne censurera rien du tout car elle ne sera pas votée, le P.C. écrira qu'il faut l'unité. Les capitalistes augmenteront la production. Les travailleurs travailleront toujours et toujours plus pour un salaire de misère. A moins qu'ils ne se révoltent et qu'ils ne s'organisent pour la lutte en balayant tous les bureaucrates, tous les démagogues, tous les politicailleurs qui n'ont qu'un but : les maintenir sous le joug capitaliste, tout en les berçant de belles phrases.

Si le parti ouvrier révolutionnaire dont la classe ouvrière peut mesurer la cruelle absence existait, il se présenterait sans doute aux élections législatives et il appellerait les ouvriers à voter pour lui, même s'il n'avait aucune chance d'avoir beaucoup d'élus. Mais la campagne électorale permettrait au moins à ce parti de faire connaître le programme révolutionnaire à de larges fractions de la classe ouvrière et de la population qu'il lui serait difficile d'atteindre autrement. Il ne dirait pas aux travailleurs : votez pour moi, nous aurons la majorité, et cela va changer. Il dirait : « Comptonsnous sur un programme révolutionnaire. Et si quelques-uns de nos camarades pénètrent au Palais-Bourbon, ils feront entendre la voix des travailleurs, ils dénonceront même cette assemblée qui se dit représenter le « peuplesouverain ». Mais les choses sérieuses, ce n'est pas au Parlement qu'elles se résoudront, c'est dans les usines, dans la rue que le pouvoir reste à conquérir.»

Ce parti n'existe pas encore. Il est à construire. Et il appartient aux travailleurs de s'atteler à cette tâche. Quant aux prochaines élections législatives, militants révolutionnaires ne peuvent qu'appeler les travailleurs à s'abstenir, en l'absence d'un parti qui défende vraiment leurs intérêts de classe. S'abstenir, ce n'est sans doute pas une position. Mais c'est la seule chose possible, dans la situation actuelle. Et il est beaucoup moins grave de s'abstenir d'aller voter pour des hommes de la bourgeoisie, que de s'abstenir de s'organiser sur la base de notre classe, de s'abstenir de se syndiquer, d'organiser vraiment nos grèves, de se préoccuper de nos problèmes. Parce que le véritable abstentionnisme, le véritable renoncement, c'est se contenter d'aller tous les quatre ans envoyer au Parlement des hommes qui défendent les intérêts de nos pires ennemis, et de renoncer pendant ces quatre années à être un prolétaire conscient et organisé pour la lutte.

V. GORIA

CHEZ RENAULT

LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

EPUIS quelques temps la C.G.T. clame sur tous les tord que chez Renault, grâce à leur action puissante, les travailleurs ont obtenu 7 % d'augmentation, primes comprises, précise-t-elle, depuis le début de l'année.

Les luttes puissantes se sont limitées à quelques débrayages par ci, par là et les travailleurs qui ont fait plus comme les régleurs du 55 ont pu voir que pour eux l'augmentation s'est soldée par une forte diminution du fait de la suppression de la prime.

Les dirigeants syndicaux ont tellement perdu la volonté de combat que pour eux 1/4 d'heure ou 1/2 heure de débrayage est une lutte puissante.

Mais voyons un peu les résultats. Ces fameux 7 %. Depuis des années la direction compense en partie les augmentations des prix par des augmentations de salaire ou des augmentations sur la prime trimestrielle dite exceptionnelle.

La politique des augmentations par 1 ou 2 % a été inaugurée en 1952. Voici quelles ont été ces augmentations ;

| 1952 | 5 % | 1958 | | 9 % |
|------|---------|------|---------|-----|
| | | | | |
| 1954 | 7.% | 1960 | | 7 % |
| | | | | |
| 1956 | 5 % | 1962 | | 6 % |
| | | | | |

1964 4 % 1966 4 % 1965 4 %

Cette année la direction a lâché 4 % comme les deux années précédentes c'est-à-dire beaucoup moins qu'avant. Une légère augmentation des primes conduit ce chiffre à un peu plus de 5 % en moyenne. Il est difficile de donner un chiffre précis pnisque ces pri mes sont liées à la fois au coefficient hiérarchique et à l'ancienneté.

Prenons un O.S. coefficient 125 qui aurait eu un salaire moyen mensuel de 800 F en décembre 1965, et une ancienneté supérieure à 10 ans (majoration de 1,30). La moyenne des primes des neuf premiers mois était de 83 F ce qui portait son salaire à 883 F. Au 30 septembre, ce même ouvrier a vu son salaire porté de 800 à 818 F et ses primes portées en moyenne de 83 F à 111 F. Pour un salaire de 883 F en décembre 65, il aura touché 929 F en septembre 1966, soit un peu plus de 5 % de majoration. Jusqu'à maintenant seuls les patrons avaient tendance à surestimer le taux des augmentations. Ils ont maintenant un bon avocat en la personne de la CGT.

2

Grève du métro

ENDREDI matin, Paris s'est réveillé paralysé. Les grilles du métro étaient fermées. Toute une corporation faisait grève et la grève était totale, ou presque.

Dès l'aube, sur les trottoirs, un flot ininterrompu de travailleurs avançait sans bruit vers les usines. Les bus étaient pris d'assaut. La circulation automobile commençait à se ralentir vers 7 h 30 pour bouchonner triomphalement vers 8 h 30, provoquant un des plus beaux embouteillages que Paris ait connu.

Le soir, aux heures de pointe, ce fut pire encore. Parties à 18 h de leur travail, certaines personnes ne purent regagner leur domicile qu'aux environs de 21 h - 21 h 30. On assistait à des scènes pénibles : Gare du Nord, les voyageurs en venaient aux mains et aux poings pour s'emparer des rares taxis qui réussissaient à gagner la file d'at. tente. Mêmes bagarres aux arrêts de bus. Le mécontentement était général. « On devrait interdire ces grèves ! ». « A quoi rimentelles ? », « elles ne gênent que les travailleurs, elles n'embêtent que le pauvre monde ». Rares étaient ceux qui prenaient la défense des travailleurs du métro et ils étaient peu écoutés.

Bilan de la grève ? Pour employer le jargon des

Pour employer le jargon des responsables syndicaux : un succès. Une victoire. Malgré F.O. qui s'était désolidarisée du mouvement et malgré les prévisions de la presse qui annonçait « 1 métro sur 3 roulera demain », la

grève a été suivie massivement et le réseau paralysé presque entièrement.

Mais la grève n'est pas un but en soi et son objectif n'est pas seulement d'être suivie à 80 ou parisienne, les travailleurs du métro entendaient montrer leur force et leur importance sociale dans le fonctionnement de l'appareil de production. Il s'agissait d'utiliser une position-clé — celle des transports — pour montrer au patronat et au Gouvernement qu'ils ne peuvent ignorer les travailleurs du métro et leurs revendications.

Vendredi, la gêne a été con-

le que vaille, au travail. L'appereil de production, lui, n'a pas été touché. Les usines ont tourné. La grève du métro n'a pas enrayé leur fonctionnement.

De ce point de vue, la grève a été sans effet.

Mais le plus grave, c'est qu'elle a réussi à dresser contre une catégorie de travailleurs un bon nombre d'autres ouvriers. Pour la plus grande joie des services gouvernementaux et patronaux qui, depuis quelques années, par lent de supprimer le droit de grève dans les services publics.

Est-ce à dire que les travailleurs du métro ont eu tort de faire cette grève ? Non, bien sûr. Ils ont fait preuve de cohésion, de discipline et de combativité.

Cela prouve une fois de plus que lorsque les Centrales invitent les travailleurs à passer à l'action, ils le font massivement. Mais cela prouve aussi que la tactique de ces mêmes dirigeants est erronée et dangereuse pour les grévistes et pour les autres.

Certes, les revendications des travailleurs du métro : deux jours de repos consécutifs, amélioration des tableaux de service, etc..., étaient très particulières, mais la forme du mouvement et le choix de la date --- veille du pont visaient à isoler les travailleurs du métro. On parle d'action à la S.N.C.F., demain ce seront les bus, après-demain d'autres encore. La tactique est bien connue, elle est couronnée de temps en temps par une journée d'action commune sans lendemain. C'est ainsi qu'on use la combativité des travailleurs dans des luttes isolées, sans perspective, parce que sans volonté réelle d'affronter le patronat et le Gouvernement.

M. TOURNY

Wagons à bestiaux

Citroën (Paris). — Citroën, la veille de la grève du métro avait « invité » ses ouvriers à utiliser au maximum leurs propres moyens de transport, pour être quand même présents à l'heure au travail. Mais « humain » et pensant sans doute qu'ils ne possédaient pas tous une DS 19, il avait mis en service dans différents points de Paris des « transports de remplacement » :

Des camions bâchés, mais ouverts à tous vents, destinés en d'autres lieux au transport de matériaux, avec, à l'intérieur tout juste des cordes pour que les transportés, debout, puissent s'accrocher et résister plutôt mal, aux coups de frein et aux cahots.

Un maquignon prendrait plus soin de son bétail; l'Armée pourtant peu comptable de la santé de ses troupiers, prend le soin d'installer des bancs... c'est bien le minimum !

Citroën fait fabriquer des cars dernier cri aux travailleurs ; mais pour les transporter, des camions à bestiaux suffisent.

100 %. La grève est un moyen, un des seuls dont disposent les travailleurs pour faire aboutir leurs revendications en face d'une Direction intransigeante. De ce point de vue, quel a été le bilan de la grève ?

En paralysant la circulation

sidérable... pour les autres catégories de travailleurs. Le patronat, lui, avait pris des mesures pour assurer le fonctionnement de son appareil de production. Tout travailleur absent vendredi, veille du pont pour de nombreux services et usines, verrait ses jours de congé non-payés.

La grève-prélude du 6 octobre avait amené certains patrons à préciser à leur personnel que la grève n'était pas une raison valable pour justifier une absence, et des avertissements dans ce sens avaient été envoyés par lettre personnelle aux salariés (notamment dans certaines compagnies d'Assurances). La journée du 6 octobre était décomptée sur la paye, avec les minorations habituelles sur les primes.

Aussi, vendredi matin, c'est sur leur temps de sommeil ou de loisirs, sur leur paye et sur leurs semelles que les travailleurs da Paris ont pris pour venir, vail-

Çà marche bien... mais çà roule mal !

suite de la page 1

doucement. C'est pourquoi le projet Vallon ne sera pas appliqué tout de suite. Il sera seulement « étudié » lors de la prochaine législature, c'est-àdire si nous votons bien. Alors, soyons calmes, restons sages, ne faisons surtout rien qui risque de compromettre ce gouvernement qui s'emploie à nous bercer de tant d'illusions. Pour masquer leur incapacité et leur incurie, les dirigeants des syndicats, non seulement invoquent l'apathie des travailleurs mais encore font-ils tout pour les effrayer en évoquant le spectre de l'Etat fort qu'incarne le gouvernement, gouvernement que, selon eux, il faudra mettre en échec avec un bulle-tin de vote d'ici cinq mois.

Par ce moyen, de Gaulle ne court aucun risque. Mais si d'aventure le peuple ingrat lui décernait un blâme en le mettant en minorité, il ne manquerait pas de s'accrocher au pouvoir par tous les moyens qu'il a fait légaliser, assuré qu'il est de l'incapacité de ses adversaires à faire respecter la volonté populaire exprimée lors des élections.

La force de de Gaulle, c'est qu'il a en face de lui une classe ouvrière mécontente et combative, mais dont l'action est réduite à une protestation platonique et éparpillée par la politique de soi-disant dirigeants ouvriers qui craignent avant tout d'attaquer le système capitaliste.

Ce que désirent les travailleurs, ce sont des meilleures conditions d'existence, une augmentation de leur pouvoir d'achat, une diminution du temps de travail, de plus grandes libertés au travail.

Ce n'est pas le gouvernement qui donnera satisfaction à ces aspirations légitimes.

Ce ne sont pas les moyens préconisés par leurs mauvais avocats des syndicats qui permettront aux travailleurs de les imposer.

Alors, il reste aux travailleurs à prendre conscience de leur force, à coordonner leurs luttes, à briser le régime capitaliste pour mettre fin au paradoxe de voir des travailleurs capables de désorganiser une ville comme Paris en la privant de transports, et, au même moment, entendre un président de la République affirmer, sûr de lui, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes.

Une journée d'action des syndicats cheminots :

Une journée de travail comme les autres

Dans un communiqué commun daté du 12 octobre, les fédérations de cheminots C.G.T. et C.F.D.T., confirmant leurs accords antérieurs sur un certain nombre de revendications (amélioration des conditions de travail, semaine de 40 heures, pas de salaire mensuel net inférieur à 600 francs, suppression des abattements de zone, amélioration des retraites et pensions), ont invité leurs syndicats de base « à prendre toutes les dispositions nécessaires pour (les) appuyer » (au cours d'une semaine revendicative) « en agissant auprès de la direction de l'entreprise, à tous les niveaux, et auprès des pouvoirs publics, particulièrement au cours de la journée du vendredi 21 octobre 1966 ».

Le communiqué ajoutait que : « des directives plus précises parviendront aux syndicats » les laissant jusque là rechercher eux-mêmes les meilleurs moyens d'action

Il est à noter que les autres organisations syndicales, pour des raisons diverses, se sont désolidarisées de cette semaine revendicative.

Mais ou les directives plus précises, annoncées plus haut, ne sont jamais parvenues aux organisations de base et les syndicats locaux, incapables de prendre leurs propres responsabilités n'ont rien fait — ou si peu, ou bien alors les directives furent très timides, pour ne pas dire plus, et c'est pour cela que le 21 octobre fut un jour comme les autres.

A la gare du Nord les cheminots furent « honorés » d'un tract commun CGT-CFDT du 19 octobre demandant « l'ouverture dans les plus brefs délais de discussions au niveau du ministère de l'équipement avec toutes les organisations syndicales », cette demande étant appuyée par une manifestation de volonté (sic) de leur part qui s'est traduit par un pétition signée, plus une mo-

tion envoyée au directeur de la région (services centraux Nord), et pour la gare par une pétition, plus une délégation au chef d'établissement.

A la gare de Lyon, les « manifestations » sont à peine allées jusqu'à la pétition bon enfant concernant les ponts du 31 octobre et du 12 novembre.

Quant aux autres secteurs de la région parisienne, les « actions » si elles ont eu lieu, ont été très restreintes et avec peu d'écho, comme celles des aiguilleurs de Villeneuve-St-Georges, ou comme au Landy où les intéressés semblent, dans la majorité, n'avoir rien su ni rien entendu de particulier.

C'est une preuve de plus, s'il en fallait encore une, que les syndicats ne veulent pas réellement entreprendre quelque chose de sérieux.

Pourtant les syndicats cheminots auraient pu profiter de la grève de la RATP et se joindre à celle-ci dans un mouvement commun ; mais déjà les centrales n'ont pas voulu engager avec le réseau souterrain celui de surface, ce n'était pas pour y joindre une autre corporation.

LES INCIDENTS SYRO-ISRAELIENS : AGRESSION AMÉRICAINE PAR ÉTAT INTERPOSÉ

EPUIS le coup d'état du 23 février dernier, qui a porté au pouvoir à Dæmas le général Salah Jedid, les incidents ne cessent de se multiplier à la frontière israélosyrienne. On en a compté 70 entre février et juillet et aujourd'hui la centaine est largement dépassée. Des simples coups de feu, l'escalade a conduit aux combats aériens, puis au dynamitage d'immeubles et la semæine dernière, Israël a accusé l'organisation terroriste palestinienne El Fatah, patronnée par la Syrie, d'avoir fait sauter un train de marchandises à la frontière jordanienne.

Si les incidents israelo-arabes sont devenus monnaie courante depuis la guerre de Palestine de 1948, ceux qui se déroulent à l'heure actuelle prement un relief particulier par leur gravité et du fait qu'ils se sont multipliés depuis le coup d'Etat de février.

L'EVOLUTION SYRIENNE.

A cette date Jedid s'emparait du pouvoir et emprisonnaît les dirigeants civils du Baas, Aflak et Bitar, jugés trop pro-occidentaux. Sur le plan intérieur, le nou-

Sur le plan intérieur, le nouveau gouvernement continuait la politique de nationalisation commencée par Bitar et en précipitait le cours. A la nationalisation du commerce extérieur et de 115 entreprises industrielles fit suite en mars celle de neuf compagnies pétrolières dont les trois plus importantes, la Socony Vacuum, Shell et Esso, étaient aux mains de capitaux anglo-américains. En septembre, Damas réclamait à l'Irak Pe

troleum Company 330 millions de dollars d'arriérés au titre de taxes d'acheminement du pétrole irakien à travers le territoire syrien.

d'acheminement du pétrole irakien à travers le territoire syrien.
Parallèlement, sur le plan extérieur, le nouveau gouvernement amorçait un rapprochement avec l'U.R.S.S. En avril, le chef du gouvernement, le docteur Zouayen se rendait à Moscou. A cette occasion la Pravda faisait l'éloge du mouvement du 23 février et affirmait que « la politique du gouvernement syrien répond aux intérêts de la classe ouvrière ». Ce rapprochement avait déjà été amorcé par l'entrée en mars au gouvernement de Samih Attia, membre du parti communiste. Un peu avant la venue à Moscou de Zouayen, Khaled Bagdache, secrétaire du PC syrien, apportait son appui au nouveau gouvernement.

LA POLITIQUE AMERICAINE.

Cette évolution « à la nassérienne » a jeté l'inquiétude chez les

Américains. Aussi ont ils iaissé le champ libre à Israel, leur plus fidèle serviteur dans la région, pour essayer d'utiliser les incidents comme coups de boutoirs contre le régime. Le général Itzrak Rabin, chef d'état-major de l'armée israélienne a d'ailleurs déclaré sans emphase que « les combats qu'Israél doit livrer à la Syrie visent le régime de Damas » (12 septembre).

C'est pourquoi toutes les justifications israéliennes de défense contre le terrorisme arabe ne doivent pas faire illusion. Déjà lors de l'expédition de Suez, lorsque les Israéliens se retrouvèrent côte à côte avec les impérialistes anglo-français pour attaquer l'Egypte, le gouvernement israélien prit prétexte des attaques incessantes des « fedayim » terroristes) égyptiens pour faire avaler l'amère pilule à son opinion publique.

Aujourd'hui l'impérialisme yankee a pris le relais des anglo-américains. Et, après l'échec d'un coup d'état fomenté par les américains le mois dernier à Damas, la Maison Blanche espère que le travail de sape qu'entreprend Israël contre la Syrie provoquera un malaise au sein de l'armée syrienne et par la même entraînera la chute d'un gouvernement jugé par trop indépendant.

L. STERN.

II y a 10 ans: HONGRIE-SUEZ

Dans notre dernier numéro nous avions commémoré cette insurrection d'une importance capitale pour le mouvement ouvrier. L'écrasement des travailleurs hongrois, la dissolution de leurs conseils, la répression impitoyable ont soulevé une vague d'indignation de par le monde. Mais, dans ce monde divisé en deux blocs où les crimes de l'un semblent excuser les crimes de l'autre, et où bien peu de voix se sont élevées pour dénoncer à la fois l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, l'expédition de Suez est venue bien à point pour contrebalancer les répercussions de l'intervention russe. Et, ceux là même qui manifestaient leur « indignation » de la façon la plus tapageuse contre l'armée russe, furent précisément ceux qui dirigeaient ou applaudissaient au même moment l'expédition de Suez et la

guerre d'Algérie

Devant ce répugnant affrontement d'assassins, où les uns pointaient vers les autres l'index accusateur de mains encore entachées du sang de leurs propres victimes, les travailleurs, désorientés, ne savaient comment s'opposer aux crimes des uns sans se solidariser de ceux des autres.

Nous fumes de ceux, bien rares à l'époque, qui prirent fait et cause à la fois pour les victimes de l'impérialisme et pour celles de la bureaucratie.

Le texte ci-après fut publié le 11 novembre 1956, alors même qu'après avoir écrasé militairement l'insurrection, la bureaucratie russe et ses hommes de mains hongrois se préparaient à liquider les Conseils ouvriers.

AU CERCLE LEON TROTSKY

Le 10^{ème} anniversaire de l'insurrection hongroise

E lundi 24 octobre nous avons repris le cycle des réunions mensuelles du Cercle Léon Trotsky. La présence de plus de 500 personnes — chiffre que nous dépassons pour la première fois — a attesté l'intérêt grandissant et l'audience que les idées trotskystes trouvent de nos jours.

La réunion fut consacrée à l'insurrection hongroise de 1956 à l'occasion du 10^e anniversaire de celle-ci.

Un camarade de la rédaction de « Voix Ouvrière » a retracé le déroulement de l'insurrection hongroise, ses brèves victoires, ses illusions, son écrasement impitoyable par les troupes de la bureaucratie soviétique. Tout en rappelant les faits principaux, il a entrepris de dégager la signification de cet événement de portée considérable.

L'exposé a débuté par la description des conditions qui permirent la naissance de la Démocratie Populaire Hongroise. Avec l'aide de la bourgeoisie nationale, la bureaucratie russe a contribué à la reconstruction d'un appareil d'état bourgeois qu'elle n'a pu garder sous son contrôle qu'au prix d'une terreur sanglante.

Le 21 octobre cependant, c'est l' « octobre polonais » qui porte Gomulka au pouvoir et le 23 octobre, la manifestation qui célèbre à Budapest les événements de Pologne va cristalliser la révolte populaire et marquer le début de l'insurrection hongroise.

Après avoir exposé les différentes étapes de l'insurrection, ponctuées par les interventions soviétiques, l'orateur a souligné combien le prolétariat développait de forces d'initiative et d'organisation dans sa lutte contre la bureaucratie. Ce sont les Conseils ouvriers qui vont entreprendre la réorganisation du travail dans les usines, les milices ouvrières qui organi. sent la défense. C'est tout un peuple qui va mettre en échec plus de quinze jours les divi-sions de l'armée soviétique à l'armement perfectionné, et qui va faire trembler non seule-ment la bureaucratie russe mais aussi les dirigeants capitalistes qui prennent conscience subitement de la puissance d'une révolution prolétarienne.

Cependant, si le rapport de forces était défavorable aux masses travailleuses hongroises, ce n'est pas en cela que résidait la grande faiblesse de l'insurrection hongroise. Le prolétariat a constitué comme en 1917 en Russie ses organes de pouvoir, les Conseils ouvriers; il a conservé tout au long de la lutte une cohésion et une conscience de classe remarquables; mais il n'avait pas de direction politique clairvoyante et il lui manquait l'outil indispensable qui est la forme la plus cristallisée de sa cons-

cience de classe, le Parti Ouvrier Révolutionnaire. Ce n'est qu'un Parti qui aurait permis aux conseils ouvriers d'assumer entièrement leur rôle politique, qui aurait pu faire appel cux travailleurs des autres démocraties populaires et au prolétariat international. Cette faiblesse mortelle a facilité à l'U.R.S.S. sa tâche : écraser méthodiquement et systématiquement l'insurrection des masses travailleuses hongroises.

La révolution hongroise écrasée, la bureaucratie gagnait au moins dix ans de répit. Elle n'a certes pas réussi à empêcher les appareils d'états nationaux d'échapper à son contrôle absolu (l'exemple de Gomulka, Envers Hodja ou Ceasascu le prouve) mais elle a donné un avertissement sanglant au prolétariat des pays du glacis.

Pour les révolutionnaires du monde entier, la leçon principale de la révolution hongroise est claire : contre les forces contre-révolutionnaires de la bureaucratie et du capitalisme, le prolétariat international doit se forger l'instrument indispensable à sa victoire : l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

L'exposé fut suivi de nombreuses interventions. Deux participants hongrois sont intervenus, l'un pour souligner notamment le black-out observé par la presse dite de gauche sur l'insurrection, l'autre pour déplorer son aspect national et parfois nationaliste qui a empêché le prolétariat hongrois de voir clairement ses intérêts de classe. Sous des étiquettes diverses, des membres du groupe « Révoltes » ont pris la parole pour adresser plusieurs critiques à l'exposé, notamment quant à la nature des Démocraties populaires, quant à la méthode d'analyse utilisée, pour reprocher de ne pas avoir parlé du Vietnam, ni de la IV Internationale, et pour adresser de vives critiques à la « V.O. » pour son article sur la manifestation de Liège et enfin pour attaquer la J.C.R.

Un membre du Parti Communiste Internationaliste a repris à son tour les critiques contre notre caractérisation des démocraties populaires comme états bourgeois. Notons encore parmi les interventions celles de membres des groupes « Pouvoir Ouvrier », de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, d'un anarchiste qui a posé la question : comment peut-on être trotskyste et dénoncer l'écrasement de Budapest sans parler de celui de Cronstadt?

Les dernières questions avaient trait à tel ou tel aspect de la révolution hongroise, notamment aux Conseils ouvriers.

La discussion fut donc bien nourrie mais il fut pénible de constater que ceux qui abusèrent du micro de la façon pour le moins incorrecte (ce n'est d'ailleurs pas la première fois) et pour intervenir au niveau le plus bas, furent, ceux, tendances Révoltes et assimilés, qui sont, en principe; les plus proches de nous politiquement.

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 21 DECEMBRE, à 20 h 30, Palais de la Mutualité. Salle D, $1^{\rm er}$ étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

ACTUALITE DE LA REVOLUTION RUSSE D'OCTOBRE 1917

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations. Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie : LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5°

"Nous sommes tous des assassins'

L'insurrection hongroise a été broyée par les blindés de l'armée russe. Malgré la disproportion des forces, les combattants hongrois ont résisté et résistent encore. Malgré la famine et la répression, la grève est générale. Il s'agis sait d'une insurrection populaire sinon prolétarienne en dépit de ce que peut en dire la presse stalinienne. Il est bien évident qu'une minorité de factieux n'aurait pu mener un tel combat et que pour tenir si longtemps il a fallu que toute la population se dresse face aux 200 000 hommes de troupe et aux 3 000 blindés de la répression. C'est la première fois dans l'histoire que la bureaucratie russe se sert de l'Armée Rouge pour écraser une révolution, jus qu'ici elle n'avait fait que les laisser écraser par les armées des autres. Tous les travailleurs en France, y compris un grand nombre de militants du P.C.F., ont ressenti la même indignation devant ce crime. Crime plus grand encore qu'il n'apparaît à première vue car il dépasse les frontières de la Hongrie.

La répression en Hongrie a fait relever la tête à tous les fascistes européens. Les Russes n'ont pas combattu le fascisme en Hongrie mais ils l'ont renforcé en France, L'Humanité et le P.C.F. en ont fait l'expérience ces jours derniers.

Quelles qu'aient été les revendications des travailleurs hongrois, c'était leur droit de les poser jusques et y compris un retour au capitalisme, qu'ils ne voulaient d'ailleurs pas. Leur massacre n'a pas d'excuse et chacun le sait. L'écœurement est d'autant plus grand que ceux qui élèvent le plus la voix pour protester sont justement ceux qui devraient se taire.

Les gouvernants français ne défendent une insurrection ouvrière que lorsqu'elle se produit dans les pays de l'Est, eux qui emploient la matraque dans la moindre grève et qui n'hésiteraient pas, au cas où ladite insurrection ou-vrière se produirait en Occident, à la noyer dans le sang. Des centaines de milliers de soldats, tout le matériel d'une armée moderne contre un petit pays de quelques millions d'habitants c'est la Hongrie, oui, mais c'est aussi l'Algérie. Et le cynisme des dirigeants français qui pleurent sur le Et le cymisme des dirigeants français qui pleurent sur le sort des ouvriers hongrois alors qu'ils assassinent en Algérie et en Egypte n'a d'égal que celui de potentats du Kremlin qui font l'inverse. F.O., qui a des camarades ministres, a bien su prendre l'initiative d'un mouvement de grève pour protester contre la sauvage répression de l'insurrection hongroise. Elle n'a jameie su pas plus que l'insurrection hongroise. Elle n'a jamais su, pas plus que la C.G.T. d'ailleurs, en faire autant pour l'Algérie, et cependant les deux sont liés. C'est parce que les Occidentaux massacrent en Afrique du Nord, au Kenya, à Chypre ou au Guatémala que les Russes ont pu commettre ce crime face à la classe ouvrière mondiale et, au fond, c'est en partie parce que nous, travailleurs français, nous tolérons par notre passivité la répression en Algérie que nos frères les travailleurs hongrois meurent sous les balles et les obus. A l'heure actuelle, chacun de ces événements fait partie d'un tout. Les travailleurs hongrois ont mené une lutte sans espoir, à tel point que certains postes d'insurgés ont fait appel à l'intervention occidentale. Ce n'était que choisir un autre genre de mort. Les armées occidentales ne seraient certainement pas intervenues pour laisser les armes aux travailleurs et le pouvoir aux comités ouvriers. Cette intervention ne serait que le début d'une troisième guerre mondiale et d'une ère de barbarie sans nom. Aucun travailleur n'y a intérêt. Dans la cassure actuelle du monde en deux bloes rivaux et opposés c'est l'ignominie de l'une en deux bloes rivaux et opposés c'est l'ignominie de l'une en deux blocs rivaux et opposés, c'est l'ignominie de l'un qui permet à l'autre de se rendre ignoble. Les masses de chacun d'eux ne s'opposent pas à leurs propres dirigeants que parce que les autres ne font pas mieux et qu'ils ne sentent le choix qu'entre l'un ou l'autre. Et quoiqu'en disent les gouvernants français, les dirigeants sociaux-démocrates, les travailleurs français pouvaient plus aider les ouvriers hongrois en arrêtant la guerre d'Algérie et en empêchant l'expédition d'Egypte plutêt qu'en soutenant empêchant l'expédition d'Egypte plutôt qu'en soutenant ceux qui mettaient le feu au siège du P.C.F.

Et ces derniers événements nous montrent que le sort des travailleurs hongrois pourrait bien être le nôtre. Les nervis qui s'attaquent aux journaux et aux permanences du P.C.F. ont profité du désarroi créé par la répression russe pour s'attaquer aux organisations qui se réclament de la classe ouvrière; leur indignation vertueuse contre les bourreaux du prolétariat hongrois ne cache en fait que le désir de réserver le même sort aux travailleurs français. Les dirigeants staliniens peuvent difficilement être dépassés en abjection mais c'est aux travailleurs de les juger et de les rejeter. Nous ne pouvons pas permettre aux éléments réactionnaires du pays de faire le ménage dans nos propres rangs. Les typographes de la presse l'ont fort bien compris en débrayant parce que certains d'entre eux avaient été blessés dans les locaux de l'Humanité. Au delà du P.C.F., c'est l'organisation indépendante de la classe ouvrière qui est visée. Il nous appartient de nous occuper de nos propres affaires et de ne pas laisser aux dirigeants staliniens ou sociaux démocrates qui ont tous du sang ouvrier sur les mains d'être maîtres de nos destinées. Sinon nous nous trouverons demain dans le cas des travailleurs hongrois : massacrés par les uns ou par les autres. Nous ne pourrons alors nous en prendre qu'à nous-mêmes car « il ne faut jamais demander pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour nous ».

APRÈS LA FUSÉE CHINOISE

Stupéfaction un peu forcée, cependant, si l'on se souvient que le 15 décembre dernier le secrétaire américain à la défense nationale, Mac Namara, avait déclaré au conseil de l'OTAN que la Chine dispo-serait en 1967 de fusées nucléaires à moyenne portée. Les prévisions américaines ne sont donc devancées que de

quelques mois.

Quant à l'angoisse ainsi manifestée, il ne faut cependant pas trop se moquer du monde. La Chine a réussi à lancer à 640 kilomètres une bombe de quelques dizaines de kilotonnes. Et toute la presse bien-pensante de trembler pour la paix du monde. L'impéria-lisme, américain, lui, possède actuellement un stock de 50.000 ogives nucléaires, dont une dizaine de milliers à hydrogène, d'une puissance dépassant la mégatonne. Si nos journalistes si épris de paix ne dé. noncent pas comme il convient le danger que cela représente pour l'humanité, c'est sans doute parce qu'ils tremblent

Il ne faut pourtant pas oublier que si une puissance menace aujourd'hui la paix du monde, c'est les U.S.A. Non pas que le peuple américain soit plus belliqueux que les autres mais nause que l'impérier par l'impér tres, mais parce que l'impérialisme U.S. est le chef de file de l'impérialisme mondial, et que ce n'est pas tant l'existence de la bombe atomique, que celle de l'impérialisme, qui crée le danger d'une guerre thermo-nucléaire.

Et plus que toute autre puissance, la Chine est aujourd'hui menacée. Incapable de venir à bout du vietcong, les USA ont cherché une solution dans ont cherche une solution dans la fuite en avant, dans l'esca-lade aérienne au Vietnam du Nord. La logique de cette poli-tique, c'est à plus ou moins longue échéance l'extension directe ou indirecte du conflit à la Chine elle-même.

La Chine s'arme donc, et nul ne peut le lui reprocher. Elle a le droit de posséder toutes les armes, y compris les armes nucléaires pour se défendre contre l'impérialis-

Mais il ne faudrait pas se faire d'illusions sur la capacité de défense que représente l'arme nucléaire chinoise. C'est une chose d'être capable de fabriquer un prototype, c'en est une autre d'être capable de le fabriquer en série.

Le lancement par la Chine d'une fusée à tête nucélaire n'a rien d'extraordinaire, car il ne signifie nullement un bond en avant de l'économie chinoise. Il signifie seulement que la Chine possède des techniciens aussi compétents que leurs confrères occidentaux

ou soviétiques, ce qui ne peut surprendre que les imbéciles. Quant au fait que la Chine se soit orientée d'emblée vers la construction de fusées à ogives nucléaires, sans avoir es-

sayé auparavant de construire des bombardiers capables de transporter ses bombes atomiques, il ne prouve rien lui non plus sur le plan économique. Il est tout simplement logique que la Chine essaie de bénéficier des techniques les plus récentes. L'U.R.S.S. des années 1930 s'était ainsi attelée à la tâche de construire un ensemble de lignes aériennes couvrant tout le pays, alors que son réseau routier était pour ainsi dire inexistant. C'était sans doute un choix politique juste, mais cela ne signifiait rien quant à la puissance de son industrie aéronautique en particulier, ni de son industrie en général.

Quelle que soit sa puissance et sa portée, ce n'est pas l'arme atomique chinoise qui sera capable de retenir l'impéria-lisme américain. Autrement, on pourrait à juste titre croire la paix du monde assurée à tout jamais par le fameux « équilibre de la terreur ».
Si l'impérialisme U.S. n'a

pas envahi la Chine depuis 1949, ce n'est pas à cause bien sûr de la puissance militaire de celle-ci, mais parce qu'il sait bien qu'il serait incapable de venir à bout du peuple chi-

Il y a près d'un demi mil-lion de G.I. au Sud-Vietnam, et la situation apparaît sans issue pour l'armée la mieux équipée du monde. Combien en faudrait-il pour briser 700 millions de Chinois déterminés

à résister par tous les moyens? Et ce qui est vrai pour la Chine l'est, dans une plus ou moins grande mesure pour tous les pays du tiers monde

menacés par l'impérialisme.

Aucune armée pas même
celle de l'URSS ne peut espérer vaincre la puissance mili-taire des Etats-Unis, et à plus forte raison la coalition des grandes puissances impéria-

Mais il n'empêche que depuis plus de vingt ans, partout dans le monde, l'impérialisme a reculé pas à pas devant la volonté d'émancipation des peuples opprimés. Et la seule force qui l'a contraint, c'est le potentiel révolutionnaire

que ceux-ci représentent. Si la Chine était un Etat ouvrier, c'est avant tout sur ce potentiel qu'elle s'appuierait, parce que sa propre défense et l'extension de la révolution mondiale serait alors pour elle profondément liée.

Mais la Chine n'est pas un Etat ouvrier. Si ses dirigeants parlent beaucoup de révolu-tion prolétarienne, ce n'est naturellement que verbiage. Mais plus encore, comme tout Etat bourgeois, elle ne se préoccupe en fait que de ses propres intérêts nationaux, et si elle s'oppose à l'impérialisme américain, c'est unique-ment de ce point de vue, et non pas dans le cadre d'une lutte contre l'impérialisme en général.

Sa récente expérience ato-

mique en est la preuve la plus

En effet, celle-ci ne correspondait pas seulement à des besoins d'expérimentation technique. Les spécialistes affirment au contraire que, dans les conditions ou elle fut réalisée elle ne pouvait pas permettre de tirer beaucoup d'enseigne-ments de ce point de vue là. Nous ne sommes certes pas spécialistes. Mais il est certain en tout cas que cette expérien-ce était surtout motivée par des raisons politiques. C'était la réplique chinoise à la con-férence de Manille.

Finalement, cette explosion atomique en dit long sur le mépris avec lequel les dirigeants de Pékin considèrent les masses du monde entier. Tout ce qu'ils savent faire, c'est essayer de démontrer leur puissance militaire. Malheu-reusement pour la Chine, sur ce terrain là, à côté de celles des impérialistes ses bombes, qu'elles soient de 20 ou de 100 kilotonnes, ne font pas le

Et non seulement les dirigeants chinois ne s'adressent pas aux masses du monde entier, mais de plus ils mènent une politique qui fait le jeu de l'impérialisme.

Car en fait, ces (petites) démonstrations de force risquent de se retourner contre la Chine. Les dirigeants impérialistes, eux, ne sont nulle-ment effrayés, ils sont très contents de profiter de l'occaSUITE DE LA PAGE 1

sion de pouvoir, avec quelque apparence de réalité, crier au « péril jaune » et au danger de guerre que représenterait le bellicisme de la Chine. Mê-me en France, alors que de Gaulle a reconnu à grand bruit le gouvernement de Mao Tsé Toung, alors qu'il défend soitdisant une politique neutra-liste dans le sud-est asiatique, la presse et la radio ont profité de l'événement pour mener une campagne anti-chinoise.

Bien sûr, en fin de compte, la politique des dirigeants de Pékin aboutit à isoler le peuple chinois de ses meilleurs alliés, les exploités du monde entier; et si celui-ci a beau-coup d'ennemis, ses propres dirigeants ne sont pas de ce point de vue, les moins dange-

reux. Mais la dernière des erreurs à faire serait de se laisser abuser par les termes et le ton qu'emploie la grande presse pour nous présenter la Chine comme un dangereux bellicis.

Nous ne devons pas oublier que le véritable danger qui menace les peunles, est constitué par l'impérialisme. Et pas seulement par l'impérialisme américain, mais aussi, à notre portée immédiate, par l'impérialisme français.

Et même lorsqu'il se donne des airs « pacifistes » à la télévision, nous devons savoir que ce ne sont que « Mirages ».

Christian JUNG

SARTRE LANCE LE "COMITÉ VIETNAM NATIONAL"

Où est la véritable solidarité avec le peuple vietnamien

HAQUE jour les avions américains déversent des tonnes de bombes sur l'ensemble du Viet-nam, tandis qu'au Sud l'impérialisme débarque des troupes de plus en plus nombreuses dans l'espoir, vain jusqu'ici, de réduire tout un peuple soulevé contre l'oppression. Le monde entier réprouve, mais impuissant, semble-t-il, ne peut faire qu'assister au combat que livrent les nationalistes vietnamiens. Et, comme ce fut, hélas, le cas bien souvent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les protestations les plus vigoureuses ne viennent pas des rangs de la classe ouvrière mais de ceux de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire surtout des intellectuels.

En France, un Comité Vietnam national vient de se for-mer. A sa tête se trouvent des écrivains et universitaires connus, tels Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz ou Pierre Vidal-Naquet. Son but est de regrouper «tous ceux qui dans ce pays soutiennent la lutte des combattants au Vietnam du Nord et du F.N.L. Aussi ses promoteurs appellent-ils tous « les comités nés indépendamment dans des milieux différents et œuvrant déjà pour la paix au Vietnam » à les rejoindre, tandis que « partout doi-vent naître des comités de base dont le comité national sera la réunion».

Le principal souci du noucomité est donc d'unir. Pour cela, il va patronner et soutenir une série de manifes-tations fort diverses : les « six heures du monde pour le Vietnam » au Palais des Sports de Paris le 28 novembre, la campagne du milliard pour le Vietnam, la journée internationale contre la guerre du Vietnam le 10 décembre, le tribunal orga nisé par Bertrand Russel pour juger les crimes de guerre du gouvernement des Etats-Unis, la campagne pour la constitution d'un corps de volontaires civils à la disposition du gouvernement du Vietnam du Nord.

Le désir de regrouper tou tes les forces possibles contre la guerre (et il est vrai qu'elles apparaissent aujourd'hui peu nombreuses) fait d'ailleurs que l'appel n'évite pas l'equivoque. Car « soutenir la lutte » des combattants vietnamiens n'est pas exactement — et de loin — la même chose que de lutter « pour la paix ». Ce sont les Vietnamiens qui ont pris les aimes. Parce que la paix en soi n'est pas toujours bonne, surtout quand c'est celle imposée par les baïonnettes de l'im périalisme, avec son cortège de misères et d'oppressions. Ce que veulent les maquisards vietnamiens, ce n'est pas la paix — ils ont au contraire accepté tous les risques du

combat — mais conquérir leur dignité et leur liberté. Soutenir leur combat ce ne peut être que lutter pour la défaite de l'impérialisme. Etre pour la paix c'est, au mieux, passer à coté des problèmes côté des problèmes, au pire, condamner, implicitement ou explicitement leur lutte.

Les fondateurs du Comité Vietnam national le sentent bien d'ailleurs qui tentent de donner à leur protestation un contenu concret en faveur des combattants F.N.L. Le drame c'est que les actions proposées apparaissent bien dérisoires dès qu'on les examine objectivement. Comment aider vraiment le peuple vietnamien ?

Il est vrai qu'un meeting ou une manifestation aussi peu importants qu'ils soient, contre la guerre impérialiste ne sont pas inutiles. Leur action réelle et leur efficacité ne sont pas inutiles. Leur action réelle ct leur efficacité en faveur des Vietnamiens sont nulles. Mais ils permettent de faire entendre la voix de ceux qui réprouvent et, plus important, de les réunir pour cela, c'est-à-dire de faivolontés dispersées une force, même petite.

Est-il possible d'aller au-délà ? En récoltant un peu d'argent ? En envoyant des volontaires civils ? Même si le milliard que l'on se propose de ramasser était consacré à l'achat d'armes, il ne modifierait en rien le rapport des forces vietcong face à l'énorme puis-sance de feu de l'armée améri caine. Quant aux travaux des volontaires civils, combien de raids des bombardiers U.S. suffiraient pour les anéantir ? D'ailleurs si le Vietcong tient en échec l'armée impérialiste, ce n'est pas parce qu'il peut opposer à celle-ci une puissance militaire égale, c'est parce qu'il peut s'appuyer sur la détermination de tout un peuple capable de fournir les combattants et même les armes (souvent en les prenant à l'ennemi) dont

il a besoin. De quelque manière que l'on pose le problème, il n'a en fait

qu'une conclusion possible : la seule chose qui pourrait modifier le rapport des forces, ce serait une lutte des classes opprimées par l'impérialisme, essentiellement donc de la classe ouvrière, et leur victoire, audélà des frontières vietnamiennes, avant tout dans les pays impérialistes eux-mêmes.

Sartre et ses amis insistent justement sur le danger de guerre mondiale que fait cou rir l'impérialisme américain au monde entier. Mais si l'impérialisme, et pas seulement l'américain, est un danger pour le monde entier, c'est qu'il est pour celui-ci l'ennemi à abattre, et pas uniquement celui du peuple vietnamien. Or, bien que le Comité Vietnam national dénonce ce danger, ses initia tives ne tendent qu'à aider la lutte des vietnamiens dans le cadre géographique du Viet nam... là où justement, nous ne pouvons, il faut bien le reconnaître, pratiquement rien.

Ainsi, il y a trente ans l'aide des anti-fascistes aux ré publicains espagnols (et elle fut aussi importante qu'une aide de ce genre peut l'être puisque ce ne sont pas seulement des volontaires civils mais des combattants qui parti rent en Espagne) n'empêcha ni le triomphe de Franco ni la deuxième guerre mondiale. Une action révolutionnaire de leur part dans leur pays respectif aurait par contre changé très certainement le cours de l'histoire.

La lutte de la classe ouvrière française contre l'oppression capitaliste semble bien en retrait sur celle des paysans vietnamiens. La seconde ne triom phera pourtant pas définitivement sans la première Aussi plutôt qu'à quelques gestes sans efficacité, même s'ils sont pleins de bonne volonté, en vers celle-ci, c'est à aider et susciter celle-là que doivent s'employer ceux qui se veulent ici, solidaires de la guerre du peuple vietnamien.

Jacques MORAND

EN UN ECLAIR, TE DU TONNERRE!

La semaine passée, Johnson, président des U.S.A., est allé rendre visite au Vietnam du Sud, profitant de son voyage en Asie du sud-est sud-est. Est-il allé mesurer la popularité

des U.S.A. parmi la population sud-vietnamienne ?

ues U.S.A. parmi la population sud-vietnamienne?
En principe, il aurait bien dû, puisque ce voyage s'inscrit dans sa campagne électorale, et que l'un des arguments de cette cam pagne c'est que les troupes américaines se battent au Vietnam pour assurer la « liberté » du peuple vietnamien. Cela aurait été une belle occasion de le démontrer en se faisant acclamer par la population. Il semble bien que Johnson n'y ait pas pensé car il n'est vraiment pas resté longtemps : une heure et demie en tout et pour tout.

Son voyage avait été tenu secret

tout et pour tout.

Son voyage avait été tenu secrel et son avion, pas son avion habi tuel, mais un avion « de presse », pour l'incognito, fut convoyé par une véritable flotille aérienne, pen dant que toutes les forces aériennes dont les U.S.A. disposent au Sud-Vietnam étaient en état d'alerte. On ne sait iamais des fois te. On ne sait jamais, des fois

que les deux douzaines de chas seurs dont disposent les Nord-Viet-namiens eussent entrepris de lui faire un mauvais parti ou que les Chinois envoient une fusée (pour tant c'est surtout à Dallas que les présidents U.S. devraient prendre des précautions et c'est des « ma des précautions et c'est des « ma rines » dont ils devraient le plus se méfier !).
D'ailleurs, Johnson n'est pas al-

lé non plus n'importe où : son avion s'est posé sur la base américaine de Cam Ranh, la mieux défendue de toutes les bases américaines du secteur. Le temps de de la les bases de de la les des de la les des des la les des des la les des des de la les de ricaines du secteur. Le temps de se débarrasser d'un lot de déco-rations et il est reparti fissa. Et pour plus de sécurité, congé avait été donné à tout le personnel sud-Vietnamien qui travaille d'ordi-naire sur la base et qui avait en conséquence été prié de vider les lieux.

lieux.

Il est vrai que Johnson n'était pas venu voir la population, cela n'amène que des déboires, il a pu s'en rendre compte en Malaisie. Il était venu, selon le communiqué officiel « remonter le moral niqué officiel « remonter le moral des soldats U.S. ! » Ca a dû être

Mouvements revendicatifs à Kléber-Colombes :

et dernier

KLEBER-COLOMBES (Colombes). — Pendant la dernière quinzaine on peut dire que le mouvement revendicatif a eu à Colombes une semaine de montée pour finalement s'en retrouver au même point que 15 jours avant, mais avec justement deux semaines de plus sur le dos...

En effet, la semaine du 17 au 22 octobre va être fertile en événements. Le lundi 17, le service Calandres débraye 3 heures pour chaque équipe, sa revendication : être payé à pleine activité alors que sur la base 100 on considère qu'il travaille

Le lendemain un nouveau dé-brayage de 3 heures a lieu aux calandres et en même temps l'équipe du matin des Poids Lourds entame un débrayage plus limité. Mais pendant que les Calandres et les Poids lourds arrêtent le travail, la direction fait afficher une note où elle déclare qu'à partir du lendemain elle effectuera des retenues sur la gratification exceptionnelle de fin d'année (à peu près 1 mois de salaire) pour chaque heure de grève (17 francs par heure les années précédentes).

Devant cette menace, les ouvriers des Poids lourds et des Calandres décident de poursuivre leur lutte en demandant le retrait de l'affiche. Dans un premier temps, l'équipe du ma-tin Poids Lourds arrête 3 heu-

Le mouvement arrive là à un tournant. Alors que pour les renvendications ils avaient refusé d'étendre et d'unifier la lutte, les responsables C.G.T reporter le mécontentement des ouvriers sur la note de la direction. Mais même dans ce cadre ils vont refuser donner des perspectives justes au mouvement.

Au débrayage des équipes, le mardi après midi les délégués responsables parlent d'étendre à d'autres services le mouvement pour le retrait de l'affiche, mais... chacun son tour : sans doute par peur que tous ensemble les ouvriers ne se sentent trop forts... Mais les événements ne se

plient pas aux volontés du syndicat. Le mardi, les ouvriers des Calandres et des Poids lourds s'étaient arrêtés 3 heures en manifestant dans les ateliers; le lendemain mercredi à nouveau, ils s'arrêtent 3 heures ensemble le matin malla volonté des délégués L'après-midi la même chose se produit et on profite des 3 heures pour discuter et resituer la revendication. En effet, même si le patron retirait son affiche, les gratifications resteraient toujours à sa merci. Pourtant tout le monde reconnaît qu'elles sont une partie du salaire, alors la logique vou-drait qu'on réclame l'intégration des gratifications excep-tionnelles au salaire. Mais si cette revendication reçoit un écho favorable parmi la plupart des ouvriers, les délégués présents s'appuient sur ceux qui parlent de « chaque chose en son temps » pour qu'elle ne soit pas adoptée.

Le lendemain la direction réagit en mettant à pied un délégué pour deux jours : elle lui reproche d'avoir manifesté dans les ateliers. Ce délégué est justement le plus populaire. C'est un vieux syndicaliste qui a connu 36 et qui s'en souvient encore un peu. La réaction dans l'usine ne se fait pas attendre. L'équipe du matin dé cide de s'arrêter et de se ren-dre à Colombes, voir l'inspecteur du Travail, tous ensemble et toute l'usine. A la relève de l'après-midi, on ne reprend pas le travail. Comme le matin, les ouvriers se rendent à Colombes, dans une salle de la mai-rie, et en profitent pour discuter du mouvement. Le délégué mis à pied, déclare que pour la mise à pied l'affaire est close et qu'il faut maintenant discuter du mouvement pour le retrait de l'affiche : on parle de mouvements successifs pour

« désorganiser la production » A ce moment un ouvrier prend la parole pour expliquer que la meilleure désorganisation, c'est ce jour même qu'elle s'est faite car rien ne sort; il explique également que si l'on voulait garantir l'avenir g'est voulait garantir l'avenir c'est ainsi qu'il faudrait toucher le patron : désorganiser entièrement sa production jusqu'à ce qu'il cède, il conclut en disant que peut-être l'ensemble des ouvriers n'est pas prêt à le fai-re mais que c'est uniquement ainsi que le patron lâchera autre chose que des broutilles... ou des menaces, car les petits mouvements sont des économies qui coûtent cher ou bout du compte.

Après que cette intervention Apres que cette intervention ait obtenu un certain succès, tout l'appareil de la CGT se mobilise pour démagogiquement effrayer les ouvriers; un délégué pose par exemple cette que constitut au charge de la constitut de la c question aux ouvriers : « Etesvous prêts à tenir trois mois de grève, surtout ceux qui ont 5 gosses ?».

Le réunion se termine, l'inspecteur ne venant toujours pas. Les équipes de nuit ne pren-

dront pas le travail pour la plupart.

Mais cette journée de grève apparaît en fait comme un baroud d'honneur. En ne proposant aucune perspective au mouvement les responsables CGT contribuent à démoraliser les ouvriers. Le lendemain l'entrevue avec la direction ne donne rien, mais les délégués ne proposent rien : « Il faut at-tendre ». Les mêmes délégués lancent des idées comme ne plus faire grève mais marcher à un régime de production moins fort.

Le lundi un tract annonce une réunion pour mardi d'un quart d'heure « afin d'examiner la situation après la réponse négative de la direction ». Le ton a changé depuis le 12 octo-bre où la CGT diffusait l'Action syndicale où il était dit : « L'action unie doit se poursuivre et s'élargir ». Comme conséquence à ce recul du syndicat, les ou-vriers des Calandres décident d'arrêter leur mouvement.

Le mardi d'ailleurs rien n'est proposé et un permanent du syndicat se permet même de dire aux ouvriers qu'ils avaient eu tort de s'arrêter toute la jour-

née pour la mise à pied du délégué, joli personnage en som-me. Même limitée, l'action de l'usine a déplu aux bonzes du syndicat parisien et de la Fédération. Pour eux, mieux vaut ne rien faire que de risquer d'avoir une lutte que eux, bureaucates syndicaux ne contrôlent

Le reste de la semaine, à part un débrayage d'une heure d'une équipe Poids Lourds, qui est la plus combative, il n'y a rien eu. On a vu, au contraire un délégué des P.L. dire aux ouvriers que si ça continuait, on allait perdre beaucoup sur la prime. Ce monsieur faisait tout pour démoraliser les ouvriers de son équipe.

Voilà à l'heure où nous écrivons le point de la situation.

Ainsi, encore une fois, se pose le problème pour les ouvriers de Kléber-Colombes, comme ailleurs, de s'occuper eux - mêmes de leurs problèmes et de contester à certains saltimbanques du syndicalisme la représentativité ouvrière dont ils se parent à bon compte aujour-

J. FAIRMAN

Les gaietés de l'entreprise

L'HOMME

NE VIT PAS SEULEMENT DE PAIN...

NI DE PATATES

Polymecanique (Pantin). — Le Polymecanique (Pantin). — Le paternalisme n'est pas mort, il est même le fait encore de nombre d'entreprises. C'est le cas de la Polymécanique (Pantin), où c'est l'époque de la rentrée des pommes de terre ! En effet la direction se charge d'acheter des pommes de terre en gros pour les ouvriers qui en veulent jusqu'à concurrence de 50 kg par famille. Elle fait une ristourne de 6 centimes par kg, ce qui de 6 centimes par kg, ce qui fait 3 F pour la saison.

Si les ouvriers de Polymécanique ne peuvent se payer du beef-steak avec leurs salaires, ils au-ront au moins le ventre plein de

Ca soutient toujours pour tra-vailler!

TU PARLES D'UN CIRQUE

A LA CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris-15°). — A la C.A.F., comme dans toutes les grandes administrations, banques, etc., les soussols sont aménagés en bureaux Ici, on y a installé les archives. Celles-ci sont classées par tiroirs qui recouvrent des pans de murs entiers. Les archivistes sont gé-

néralement de très jeunes em-ployés dont le travail consiste à chercher dans les divers tiroirs les documents demandés par les « enquêteurs ».

"Ils sont environ une dizaine. Comme beaucoup de ces tiroirs sont à une hauteur de deux et trois mètres au-dessus du sol, ils ont besoin d'un escabeau. Or, pour dix personnes, il n'y a qu'un escabeau. Comme il y a beaucoup de travail et que le temps presse, on a trouvé une solution de fortune : on tire légèrement les tiroirs du bas qui servent de marche-pieds pour atteindre ceux du haut! A l'occasion, certains y laissent une jambe de pantalon...

On dit souvent que l'homme

On dit souvent que l'homme descend du singe, mais quand mê-

Une incursion chez Amora (Dijon)

DIJON. — A 15 ans et demi élève de seconde au Castel, le lycée technique féminin de Dijon, elle voudrait remplacer son vieux vélo par un Solex et a donc décidé de travailler en juillet.

Ét puis, a dit son père, ton expérience s'enrichira. Il avait raison, papa, l'expérience de sa fille s'est enrichie. Ecoutez donc :

En fille organisée, Michelle a prospecté les employeurs d'étudiants saisonniers de la ville à partir des congés de Pâques 66. Les candidatures sont nom-breuses et les patrons difficiles : celui-ci ne veut que des garçons, tel autre n'embauche qu'après 16 ans révolus, un troisième engage pour deux mois ou pas du tout. « Laissez votre adresse », « revenez en juin », mais en juin les écoliers temps. vieux » de 17 à 18 ans ont prévenu Michelle : en juin, on ne trouve plus rien.

Enfin, AMORA, filiale de la tentaculaire GENERALE ALI-MENTAIRE — qui a phagocyté Unimel, Brochet, les vinaigres Dessaux, les entremets Franco-Russes, et on en passe - promet un poste, mais pour août.

C'est une maison sérieuse : Michelle passe une visite médicale au début de juillet. Quelques détails demeurent imprécis; le salaire, par exemple; un manœuvre d'été gagne environ. 2,50 F de l'heure à Dijon. « L'abattement d'âge ? vous verrez cela sur place, avec la contremaîtresse. Ne vous inquiétez pas. Si on est content de vous, on s'arrangera, vous aurez des primes. » Novice, elle n'a pas songé non plus à demander les horaires exacts. Mais elle est contente d'elle,

elle a trouvé un emploi et, en attendant août, puis le Solex, elle pédale sur son vélo.

Le lundi 1er août, Michelle se présente devant le bureau d'embauche munie de sa convocation, de la déclaration d'aptitude médicale, d'une blouse ; il y a là, dans la cour, une soixantaine de jeunes filles et garcons. Ils sont admis un à un à l'intérieur du bureau où ils signent leur contrat de travail. Vingt-sept entrent ainsi. Les autres patientent depuis bien plus d'une heure lorsque l'employée du service d'embauche sort et annonce : « la sæison est moins bonne que prévue; il n'y a pas de travail pour tous. Retournez chez vous, on vous convoquera ». La trentaine laissée pour compte, dont Michelle, est donc sans emploi le 1er août. Un peu désemparée, elle recommence la tournée des bureaux d'embauche. Aux Docks, à Prisunic, à la moutarde de Vellars, aux Laboratoires Fournier, on lui rit gentiment au nez : « s'il fallait attendre le 1er août pour retenir des saisonniers, on ferait faillite ». Le lundi 8, Mi chelle retourne chez Amora, sans résultats. Sa ténacité est cependant récompensée, on ne l'oublie pas, elle est convoquée à nouveau pour le mardi 16.

A 7 h 30, ce mardi, une vingtaine de jeunes font queue dans

la cour d'Amora, à la disposition de la Direction, et nullement assurés de travailler ce jour-là. Tous cependant signent le contrat et commencent le jour même.

Le contrat demande de respecter l'horaire : 7 h à 12 h et 14 h à 18 h pour les hommes et 7 h 45 à 11 h 45 et 14 h à 18 h pour les femmes. Mais dès le premier soir, tout le monde sort à 19 heures et est prié d'être là, le lendemain à 6 h 45. Sauf ceux de la pasteurisation qui, placés en fin de chaîne parce qu'on travaille à la chaîne - doivent terminer le travail avant de partir et restent 30 minutes à un heure de plus.

La contremaîtresse a pourvu nouveau d'un tablier blanc, d'une paire de bottes et de gants en caoutchouc, et d'une coiffe pour les filles. Chacun devra entretenir et lessiver son équipement.

Michelle est affectée à l'encapsulage des cornichons; elle positionne des boîtes pleines de vinaigre et de cornichons sur les crans de la chaîne qui dé-file devant elle. Elle n'est pas payée au rendement, bien sûr, mais il n'est pas question de laisser les boîtes s'amonceler sur la chaîne qui les amène ni de l'arrêter trop souvent si elle ne peut suivre le rythme.

Les boîtes pleines ne doivent pas déborder avant d'arriver sous la sertisseuse qui place le couvercle et le fixe : après avoir positionné chaque boîte, Michelle entasse à la main le contenu pour éviter que des cornichons dépassent et chassent le trop plein de vinaigre. On lui a prêté, en plus de sa blouse,

du tablier, des bottes, un tablier de caoutchouc; mais le liquide s'infiltre partout, il glisse sur la surface du caout-chouc, éclabousse les jambes, se faufile dans les bottes. En plus de l'odeur qui imprègne jusqu'aux sous-vêtements, des boutons apparaissent sur les poignets et les jambes dès le milieu de la première semaine. Le soir on est sale et on sent mauvais et il n'y a pas de douches à l'usine.

Michelle gagne 2 F 41 la pre-mière semaine, puis 2 F 54, notifie le contrat, moins l'abattement d'âge; mais le chef du bureau d'embauche a bien spécifié : « si on considère que votre conduite est bonne, on redonner sous forme de prime, ne vous inquiétez pas ».

La première semaine, Mi-chelle travaille de 6 h 45 à 11 h 45 et de 14 à 19 heures. Comme il faut pointer en vêtements de travail, que son scaphandre est long à endosser et qu'elle est peu rodée, elle arrive au vestiaire à 6 h 35; comme la plupart de ses camarades.

D'autres jeunes font le tri des cornichons. Presque tout le monde y passe d'ailleurs quand il y a un arrivage. Cela consiste à s'installer devant un tapis roulant sur lequel défiient les cornichons; il faut retirer les mauvais et enlever les queues oubliées. C'est simple. Mais après quelques heures la vue se trouble, on a l'impression que tout bouge, et le sommeil ou la crise de nerfs menace. Michelle ne peut pas piquer du nez sur le tapis roulant : elle chantonne ou parle toute seuse pour rester éveillée. Pas question de converser avec le voisin, il y a trop de bruits dans l'atelier, ou alors il faut élever la voix et la contremaîtresse vient remettre de l'ordre!

Les horaires varient; la seconde semaine, l'atelier sort à 18 heures; mais à 17 heures on demande souvent aux ouvriers de rester jusqu'à 19 heures. On prévoit le vendredi soir qu'il faut venir le samedi de 6 h 45 à 13 heures, etc.

Dans d'autres secteurs, à la moutarde, aux olives, les non-saisonniers sont payés au rendement. Aux cornichons, c'est la chaîne qui impose le rythme.

Michelle a quitté Amora un vendredi soir, quelques jours avant la rentrée scolaire. La paye n'était pas prête. « Venez lundi après 17 heures. » Le lundi soir, toujours rien. Les ouvriers en retard ont des quarts d'heure de salaire qui sautent sur la paye et reçoivent les compliments d'usage de la contremaîtresse. Pour les retards patronaux, rien n'est prévu semble-t-il.

Au milieu de la semaine suivante, Michelle perçoit enfin ses gros billets: 189 F 70 pour trois semaines de travail à la chaîne. L'abattement d'âge est décompté. Un pourcentage de rappel (?) de 25 à 45 F arrivera plus tard, paraît-il. Il est vrai qu'en prime, il lui est resté quelques boutons sur la peau et la persistante odeur de vinaigre dont sa gabardine resta imprégnée plus d'un mois. Aujourd'hui, ce n'est qu'un souve-nir de vacances. Michelle a repris sur son petit vélo le che-min du lycée, mais pour les non-saisonniers...

Comment compte-t-elle régler le problème du personnel employé à Kellermann ? Sans licencier les

leurs mais tout simplement en leur rendant pratiquement impossible de travailler là-bas Précisons que Corbeil se trouve à 30 km de Paris, qu'il n'y aura que peu de cars de prévus à cet effet, que les arrêts seront rares. C'est donc pour une grande partie des travailleurs une prolongation de la journée de travail, des frais et une fatigue supplémentaires. Pour ce qui est du relogement éventuel du personnel à Corbeil, là en-

core, la direction agit en sorte qu'une minorité seulement d'ouvriers puisse répondre à ses propositions. En effet, les logements qu'elle propose at-teignent des loyers mensuels de dire que rares seront ceux d'entre eux qui pourront accepter. 300,00 et 400,00 francs; c'est Le plus « comique » c'est qu'elle n'hésite pas à proposer ces logements à des travailleurs ne gagnant que 800,00 francs par mois. Il est vrai que la direc-tion explique à ceux-là qu'ils n'auront qu'à travailler à deux ou à faire des heures supplé-mentaires! « Voilà qui ne manque pas de sel ». Comble d'ironie, la direction, dans une note de service du 18/10/66, annonce qu'elle charge un organisme spécialisé dans les enquêtes (CEPLAM) d'interviewer le personnel afin de mieux résoudre ces problèmes au sujet de Cor beil, en particulier ceux de lo gements et de transport. On pourra même y débattre des problèmes de salaire y est-il ajouté. Comme si elle avait besoin d'une enquête pour con naître nos problèmes. Pourquoi ne pas faire appel au psychia tre, nous lui confierons dans le silence de son cabinet nos revendications: diminution du temps de travail et augmentation de salaire!

Devant cette situation, les syndicats proposent des « solutions ». Il faut « faire pression sur le gouvernement pour développer l'aéronautique civile française» afin de maintenir existante l'usine de Keller mann. Les patrons ne voient pas où sont leurs intérêts, bonne âme, la C.G.T. le leur montre. On doit bien rire dans les conseils d'administration de la bourgeoisie. Le problème n'est pas de conseiller les patrons, mais de défendre les intérêts des travailleurs. C'est-à-dire que ceux d'entre eux qui iront à Corbeil, doivent avoir des conditions au moins égales à celles de Kellermann. Il faut que le fait de partir à 30 km de Paris n'aboutisse pas à une situation inférieure à celle exis-tante déjà pas brillante.

Quant à ceux qui ne pourront y aller, il leur faut la garantie du salaire et un reclassement qui ne se traduise pas par un désavantage quelconque. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais des aléas de la réorganisation capitaliste.

LICENCIEMENTS

La situation de l'emploi à Neyrpic

NEYRPIC (Grenoble). Une délégation de Neyrpic a été reçue à Paris, au ministère chargé des Affaires sociales, pour essayer de trouver une solution à propos de la centaine de licenciés de l'usine de Croix Rouge et surtout pour tenter de faire créer à Grenoble un « fonds national de l'emploi » pour ceux qui ont 60 ans et sont licenciés sans possibilité de retrouver du travail. Or, ces plus de 60 ans représentent près de 30 % des licenciés.

Mais depuis le retour de la délégation, les pétitions, réu-nions avec l'Inspection du Travail, collectes dans les entreprises grenobloises se sont multi-

Quel est le résultat concret de cette délégation ? Une promesse au sujet des camarades agés de 60 ans, mais ce qu'on

permettra à peine de vi-vre en attendant une retraite qui ne leur permettra pas plus. En effet, le fonds lére chômage leur garantit 214,50 F par mois pour un an, renouvelables annuellement jusqu'à ce que les travailleurs atteignent 65 ans, plus une allocation que Glasser essaie de diminuer le plus possible et qui doublera peut-être cette som-

Pourtant bien sûr, pour eux, cela est mieux que le rien qui les guettait.

Mais surtout nous avons eu, s'il en était encore besoin, une démonstration de ce que nous, travailleurs, sommes pour le système, c'est-à-dire moins que

D'abord, au Ministère on a dit que la crise que traverse qu'il s'agit d'un « fléchisse-ment » inhérent à toute réorganisation technique et à toute concentration de fabrication, et que, de toute façon, on ne pourra vraiment se rendre compte de la situation exacte dans l'emploi que dans... un an.

Voilà qui est réconfortant pour tous nos camarades licenciés dès maintenant, ou pour ceux qui, comme cela est à prévoir, seront licenciés dans l'avenir, dans une prochaine étape du « fléchissement ». Rappelons que depuis 1963 un millier de a été travailleurs chez Neyrpic ou non remplacés après mise à la retraite.

En attendant on a envoyé nos camarades voir si au Ministère de l'Industrie, on ne saupas plus ce qu'on peut

Façon comme une autre de nous envoyer nous faire voir...

Mais il y a quand même une conclusion que nous pouvons tirer de cette entrevue. Si personne ne semble se préoccuper outre mesure de notre situation, puisqu'il semble que rien en réalité ne soit aussi grave que nous en avons l'impression, puisqu'on ne peut se faire une opinion de la situation avant un an, pourquoi sommes-nous les seuls à faire les frais de cet-

te anarchie? Personne ne peut rien, personne ne sait rien, personne ne peut rien prévoir, alors dans ce cas qu'ils passent la main. Nous sommes, nous, capables de gérer, de prévoir, s'ils sont impuissants, qu'ils s'en aillent. Et nous devons nous préparer, dans un avenir qui n'est peut-être pas aussi lointain qu'on le croit parfois, à les déloger, tous ces parasites qui entassent du profit sur notre dos, en nous rejettant comme de vieilles chaussettes pour ne pas perdre un seul centime de leur sacrosaint profit, tous ces assassins qui nous envoient crever de faim à petit feu, ou comme au Pays de Galles, nous laissent écraser par un terril qu'il était trop coûteux de déplacer.

AUX NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE

N. M. P. P. (Paris). - AuxN.M.P.P., comme dans la presse, la pratique des « doubla-ges », c'est-à-dire d'effectuer un deuxième service après le service normal, est monnaie cou rante, de même qu'il n'est pas rare de voir des ouvriers aller travailler aux Halles pour arrondir leur fin de mois.

La direction « tolérait » ces doublages en les présentant aux ouvriers comme des fa-veurs, mais depuis quelque temps elle y met un frein et pratique un climat d'incertitude de l'emploi en procédint à des licenciements abusifs.

s ouvriers ont été licer ciés en un mois et demi, et les chefs d'équipe laissent entendre qu'il y en aura d'autres en établissant des listes de mauvaises têtes.

Pourtant ce n'est pas le travail qui manque et, par exem-ple, pour la distribution du «Val de Marne» au secteur Villette nuit, il y a maintenant trois éditions sans que pour cela les équipes soient renforcées. D'autre part, le concours du «Parisien libéré» a augmenté le poids total des paquets mais le nombre des bras qui les portent est resté le même, lui. Enfin il n'est pas rare de

voir les chefs d'équipe réembrigader des ouvriers porteurs qui ont terminé leur service normal mais qui n'ont pas encore été débauchés, afin que ceux-ci donnent un coup de main aux équipes déficitaires.

En fait, il semble que la direction profite de la réorga-nisation du travail provoquée par le démenagement du secteur de Paul Lelong dans les autres secteurs du Charolais, des Gobelins, de Bobigny pour intensifier les cadences et le travail que les ouvriers porteurs et compteurs des Messageries doivent effectuer. Et ceci lui est d'autant plus facile que les syndicats ne s'en préoccu-pent pas du tout.

Devant cette désorganisation des travailleurs, elle emploie une tactique patronale souvent répétée : le licenciement et les heures supplémentaires.

> que le service contrôle s'équipe d'oscilloscopes, de voltmètres é ectroniques qui reviennent à

> tion refusant de continuer aans de telles conditions, est derniè rement allé rappeler au service de sécurité ses engagements. Il a fait admettre au respon sable qu'il ne reprendrait le travail qu'une fois l'aspirateur en marche.

De commission paritaire en commission paritaire

COMPTEURS DE ROUGE. (Montrouge). — Depuis 1955, les syndicats CGT et CFTC ont signé un accord d'entreprise applicable à l'ensemble du personnel des usines de la CDC en France. Cet accord de 1955 a eu un avenant en décem-1961, qui définissait les conditions de paiement des primes de juin et de décembre (primes de fin d'année et de vacances) ainsi que la profession de Maître Ouvrier premier et deuxième échelon. Jusqu'a-lors, les syndicats avaient toujours signé les accords.

En 1964, la direction à la suite des réunions des commissions paritaires proposait une réduction d'horaires, réduction d'une heure ce qui portait l'horaire à 47 heures par semaine. Aucune diminution de salaire n'accompagnait cette diminution du temps de travail. Mais la direction par une série de clauses restrictives transformait cette heure en prime d'assiduité. Les syndicats refusè-rent alors de signer un tel accord. Ils engagèrent le personnel dans une lutte qui, à priori pouvait aboutir à la victoire : le mécontentement étant grand. Un arrêt de travail d'une demi-heure fut lancé dans l'aprèsmidi du 22 septembre avec rassemblement sur la pelouse du bâtiment H : bâtiment occupé par les bureaux de la direction.

Au rassemblement, la majorité du personnel était présente. Les syndicats visiblement surpris ne proposèrent aux grévistes que des motions à dé-poser à la direction. Le personnel attendait que la lutte soit menée à un autre niveau. Le ler octobre, un arrêt d'une heure fut lancé, mais cette fois les dirigeants syndicaux avaient trouvé la solution : arrêt d'une heure juste avant la sortie sans prise de parole. Malgré cela le nombre de participants fut toujours aussi important. Mais aucun mot d'ordre précis n'était avancé. Le lundi 5, nouveau débrayage de 1/4 d'heure cette fois. La lutte s'arrêta là faute de combattants aux dires des bonzes syndicaux.

Depuis 1964, les cahiers de revendications portent tou-

. sortie dans l'immédiat à 18 h (au lieu de 18 h 15):

.. pas de clause restrictive au paiement de la 48e heure, Cette année, les syndicats ont

assisté à plusieurs commissions paritaires au cours desquelles la direction devait faire des propositions concernant les diverses revendications: diminu tion d'horaire, augmentation des salaires etc. Le 28 septem bre notamment, il était annon cé qu'une nouvelle entrevue al lait avoir lieu. Evidemment, les syndicats ne provoquèrent au cune réunion du personnel afin de discuter des revendications allaient être présentées. Une fois de plus, les délégués allèrent discuter « autour du tapis vert » de « leurs » revendications, les mains vides et il était difficile que le personnel leur apporte son soutien sur des revendications qu'il n'avait pas décidées.

Le silence qui suivit la commission paritaire laissait présager du résultat des discus sions. La direction accordait « l'augmentation de 50 % du capital décès » et confirmait que l'augmentation de 3 % des salaires sur la masse salariale aurait lieu en novembre, mais à la tête du client comme de coutume. Pour ce qui était des horaires, la 47e heure, que tout le monde attendait, «était à l'étude». Une fois de plus le patron n'accordait que ce qui ne lui coûtait rien.

La direction se sert de ces commissions paritaires pour « éteindre » notre mécontentement et les syndicats jouent le rôle « d'extincteurs » efficaces. Les éventuels « retour progressif aux 40 heures et les augmentations substantielles des salaires » qu'elle retrouve à chaque entrevue ne lui font pas peur.

Les travailleurs ne doivent rien attendre de cette collaboration patron-syndicat. Il n'y a que le jour où ils se retrouveront tous sur la pelouse du bâtiment H pour discuter des renvendications qu'ils auront décidées tous ensemble, qu'ils pourront être sûrs que les camarades choisis et appuyés par eux pour aller porter leurs exi-gences au patron, fassent en-tendre réellement leur voix à la direction.

Ce n'est que de cette façon que les travailleurs peuvent es-pérer ovganisar la victoire.

Comment les syndicats du Crédit Lyonnais la culture conçoivent

Crédit Lyonnais (Paris). Il y a 3 ans, le syndicat CGT du CREDIT LYONNAIS avait organisé, dans ses locaux, une exposition de livres sur l'Espagne et en particulier de « Mourir à Madrid », tiré du film de F. Rossif, qui était présent.

manifestation eut Cette beaucoup d'audience auprès du personnel et surtout au près des jeunes qui purent ainsi prendre conscience de la Révolution Espagnole et de la dictature franquiste.

Mais si le caractère progressif de cette exposition n'est pas à démontrer, son succès donna des idées aux syndicats. Puisque cela attirait du mon-

de, on allait en faire d'autres. Mais à partir de ce moment-là, que ce soit la C.F.D.T. ou la C.G.T. les syndicats se lan-cèrent dans l'organisation de ventes avec signatures de livres, en invitant des vedettes. Il y eut du meilleur et du pire... mais pourvu qu'il vienne du monde!

On vit la Commission des Jeunes CGT accueillir... Mon-ty; la CFDT Mouloudji, Hervé Bazin, Joseph Kessel ; la CGT, Jean Ferrat, Armand Lanoux, les chœurs de l'Armée soviétique.

Bien entendu, toutes ces manifestations, dont l'aspect « culturel » était le plus souvent contestable, occupaient

beaucoup les delégués. Il fallait passer dans les services prendre les commandes de disques ou de livres, taper, tirer, et distribuer plusieurs tracts informant le personnel, organiser la réception des « artistes » : salle à décorer, vente de livres et.. vin d'honneur. Ensuite, les livres qu'on n'était pas venu chercher étaient gent encaissé.

Cela fait beaucoup d'heures de « délégation » perdues dans une telle activité.

Mais l'éclectisme des dirigeants syndicaux ne connaît plus de bornes.

Après la CFDT qui a invité Castelot, les syndicats vien-nent de faire venir Chapatte (celui de la télé) au Foyer des jeunes de Levallois pour qu'il signe son livre sur... le cyclis-

Et il reste à prouver que Chapatte et ses « œuvres » font avancer en quoi que ce soit la culture et la conscience de classe des employés de l'en

treprise. En réalité, ce qui compte pour les syndicats c'est de « ramener du monde » plutôt que d'élever le niveau de culture, tout comme dans les grè. ves c'est le « communiqué » qui compte plus pour eux que l'efficacité et les résultats du mouvement.

travailleurs Pas de crédit pour la santé des

SUD-AVIATION (Courbevoie). — En février dernier, la commission d'hygiène et de sécurité de Sud-Aviation (Courbevoie) reconnaissait la nécessité d'installer un système d'aspiration au contrôle réception des tissus de verre secs dans le bâtiment appelé SCAP.

La poussière de verre qui est remuée lors de la manipulation de ces tissus est si dense qu'au moindre rayon lumineux on la voit scintiller. C'est dire l'atmosphère dans laquelle vit l'ouvrier qui travaille à ce poste, quel sorte d'air il respire! La gorge et le nez irrités, les yeux qui pleurent le soir, sans compter les poumons, ce qui ne se ressent — hélas! — pas tout de suite.

Malgré plusieurs rappels de la décision de février, rien n'arrive. Le « manque de crédits », dit-on, refrain habituel, alors

combien de millions! Mais le travailleur en ques

VOIX OUVRIERE - 2 NOV. 1966

ENTERRÉS VIVANTS PAR LA FAUTE DES CHARBONNAGES

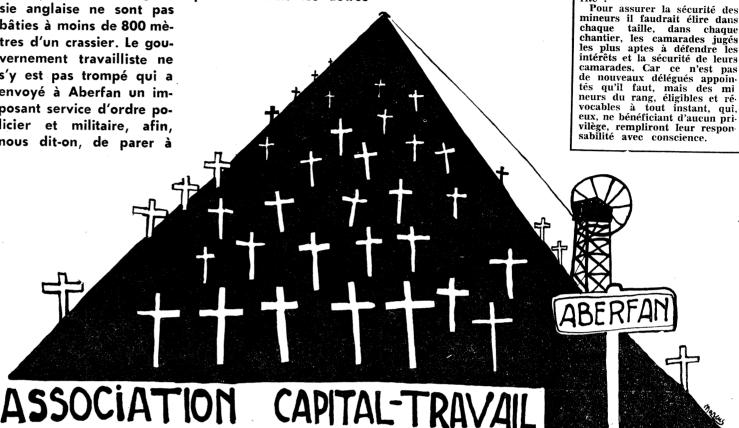
BERFAN, au Pays de Galles, a perdu ses enfants, 156, âgés de 5 à 11 ans, sur un village de 2.800 habitants, et 38 adultes aussi. Aberfan, c'est un village comme il y en a beaucoup d'autres au pays minier, avec un crassier comme horizon. Il en est ainsi depuis plus d'un siècle, depuis que l'exploitation de la mine a fondé la richesse de quelques-uns en maintenant les autres dans l'univers des corons, du charbon et des accidents – toujours « imprévisibles », bien entendu. Les modernes esclaves du charbon vivent en permanence dans le risque d'un éboulement, d'un coup de grisou ou d'infiltrations. Ils le savent, leur vie entière est suspendue à ces risques. Mais ce qu'ils ne savaient pas encore, c'est que l'exploitation dont ils sont les victimes pouvait aussi atteindre leurs enfants. Ne formaient-ils pas le projet de les soustraire à la mine, de « leur éviter ça »? Les Charbonnages les ont tués d'un seul coup, après avoir pris la vie de leurs parents, depuis des décennies, dans le seul intérêt des gros sous.

Oh! bien sûr, ce sont des gros sous « travaillistes », puisque les Charbonnages sont nationalisés en Grande-Bretagne comme en France. On n'ira tout de même pas jusqu'à dire que les enfants d'Aberfan sont morts pour un gouvernement ouvrier?

Non, Aberfan, c'est une ophe sans aucun on prend — ou on pren-

doute, mais c'est avant tout une catastrophe de classe. Les « public schools » de la bourgeoisie anglaise ne sont pas bâties à moins de 800 mètres d'un crassier. Le gouvernement travailliste ne s'y est pas trompé qui a envoyé à Aberfan un imposant service d'ordre policier et militaire, afin, nous dit-on, de parer à

dra — des mesures de sécurité pour éviter que pareille catastrophe se reproduise dans les autres



une explosion de colère de la part des mineurs. Evidemment, ils sont bien placés, eux, pour juger des responsabilités et ils ne seront pas aussi faciles à abuser qu'une « opinion publique » peu exigeante et à qui il suffit de promettre une enquête officielle pour qu'elle enterre une deuxième fois les victimes.

Le Gouvernement est d'ailleurs attentif à essayer de « calmer les esprits », comme il dit. Il fait mettre un juge originaire du pays minier sur l'affaire, il multiplie les déclarations et les messages, Wilson a même pataugé dans la boue noire pour la circonstance, et

villages gallois menacés par des terrils.

Mais il a fallu 200 morts pour cela. Il faut toujours des morts pour que le Capital prenne des mesures de sécurité dans le monde du travail. Car si un autre Aberfan ne se reproduit pas en Grande-Bretagne — ce qui est loin d'être certain - les accidents et les maladies de la mine ou de l'usine demeureront aussi longtemps que la loi du profit régira cette société. Ce n'est pas une spécialité britannique. En Colombie, un grave accident de mine s'est produit, qui a fait plusieurs morts, presque au même moment que Aberfan. Les crassiers du Nord de la France ou de

la région stéphanoise ne se sont pas effondrés sur des écoles, mais des prolétaires meurent tous les jours, toutes les heures, victimes de l'exploitation capitalistes.

A travers les enfants d'Aberfan, c'est toute la classe ouvrière qui est atteinte. A travers cet assassinat collectif, c'est la vie de tous les prolétaires qui est en cause. A l'époque où la notion de solidarité ouvrière avait une signification concrète, un Courrières déclenchait une grève générale, mais de nos jours, la Fédération C.F. T.C. des mineurs envoie le produit d'une collecte, un organisme catholique de Milan offre un mois de vacances italiennes aux survivants pour lesquels!

la princesse Margaret recueille des jouets. De tous côtés, on « déplore », et dans le concert des condoléances apitoyées, les voix des soi-disant représentants des travailleurs se lamentent à l'unisson des ténors de la bourgeoisie.

NOTRE SECURITE. C'EST NOTRE TACHE

Fosse Dechy - Saint Rene (Pas-de-Calais). — Partout, la mine tue. A Merlebach, au puits Réumaux, malgré la grève du 8/10, pour protester contre la mort de quatre camarades, 6 jours après il y avait une cinquième victime.

Le nombre des accidents

Le nombre des accidents mortels augmente dans les mines : depuis le 1er janvier, il y a eu 24 morts dans le bassin de Lorraine, et 51 dans le bassin de Lorraine, et 51 dans le bassin de la company de la compa

sin du Nord/Pas-de-Calais Alors, le progrès c'est seule-

ment pour la production, seu-lement pour faire de nouveaux chômeurs? Et pour la sécu

A TOUS

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris X

Abonnement 6 mois: 10 F, au nom de Maurice Schrædt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS

86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis

fravail execute
par des ouvriers syndiques.

PERMANENCES

PARIS :

V° arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge Métro : Cardinal-Lemoine tous les samedis, de 15 à 17 h.

Xº arrondissement : au sie ie de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10°

XI arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIII arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117 avenue d'Italie. Métro : Maison-3'anche, le jeudi de 17 à 19 heu-

XIVe arrondissement : Café Champagne, 27, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi de 18. h 30 à 19 h 30.

XV arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII arrondissement : Caté x Le Souterrain », 47, boule and Ney. Métro : Porte de Cligna court, le mardi de 17 h 30 à 19 heures.

BANLIEUE :

BOULCGNE-BILLANCOURT. -Caté « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. - « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h à 19 h 30.

LEVALLOIS · Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Miche et-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.

PROVINCE :

BESANÇON : Café Grandvelle tous les mercredis de 17 h. à

CLERMONT-FERRAND: « Café de France », 22, place Delille, les MARSEILLE: Bar de la Treille, jeudis de 17 h à 19 h.

DIJON. - Café « La Renais-

sance, rue Chabot-Charny, tous

GRENOBLE : « Café d'Au trans » 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

Café « Le Normandy ». place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vart », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures

Café « Les Etats-Unis » 137. avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8º le mercredi, de 18 h à

15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 3 et 18 novembre de 18 h à 20 heures.

ROUEN : Café « Le Bretagne » les vendredis de 18 h à 19 h 30. Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30

> SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileries, les jeudis 3 et 18 novembre de 15 h à 16 h.

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les vendredis 4 et 19 novembre de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le samedi de 16 heures à 17 heures.

SOCHAUX : «Café de la Gare». tous les vendredis de 13 h à 14

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.